

- 3 MARS 2006

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

ARRIVÉE

DATE DE CONVOCATION

07 Février 2006

DATE D'AFFICHAGE

14 Février 2006

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE

11

PRESENTS

7

VOTANTS

8

OBJET

APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE

Le Conseil Municipal,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 124-1, L. 124-2, R. 124-7 et R. 124-8 ;

Vu l'arrêté municipal en date du 15 Décembre 2005 mettant le projet de carte communale à enquête publique ;

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur ;

Considérant qu'il n'est pas possible de donner une suite favorable à la requête de Monsieur DUFFARD Pascal, demandant le rattachement de sa parcelle cadastrée AB 170 au secteur constructible : en effet, cette parcelle de 7650 m² reçoit à l'une de ses extrémités, en bordure de zone constructible, un bâtiment comprenant l'habitation, laissant tout le restant de la parcelle nu de toute construction. Le Conseil Municipal rejette la demande de Monsieur DUFFARD afin de ne pas créer une nouvelle partie urbanisée au sein de l'espace agricole existant et refuse de diviser arbitrairement la parcelle, ce qui pourrait être source de conflit ultérieur, conservant un découpage des zones sur ce secteur suivant les seules voies de circulation. Le Conseil Municipal maintient donc le classement des parcelles AB 170 et 171 en zone non constructible ;

Considérant que le projet de carte communale tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé ;

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

⇒ Décide d'approuver le projet de carte communale tel qu'il est annexé à la présente délibération.

⇒ Conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, le Conseil Municipal décide que les décisions individuelles relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol régies par le code de l'urbanisme demeureront délivrées au nom de l'Etat.

.../...



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'EURE

Arrêté n° DDE/SATE/06-001-portant approbation de la carte communale de Thibouville

**LE PREFET DE L'EURE,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 124-1, L 124-2, R 124-7 et R 124-8 ;
- Vu la délibération en date du 13 juillet 2004 décidant l'établissement d'une carte communale ;
- Vu l'arrêté municipal en date du 15 décembre 2005 mettant le projet de carte communale à enquête publique ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Thibouville en date du 14 février 2006 approuvant la carte communale ;
- Vu le dossier établi par la commune ;

Considérant que le contenu de ce dossier satisfait à l'article L 111-1-1 et aux objectifs fixés aux articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture,

ARRETE

Article 1er : La carte communale établie par la commune de Thibouville est approuvée.

Le dossier de carte communale comprend :

- un rapport de présentation ;
- un document graphique ;
- une liste des servitudes d'utilité publique ;
- un plan des servitudes d'utilité publique ;
- un plan d'informations utiles.

Article 2 : Conformément à l'article R 124-1 du code de l'urbanisme, les délimitations figurant au document graphique sont opposables aux tiers.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Cet arrêté et la délibération du conseil municipal approuvant la carte communale seront affichés en mairie durant un mois, et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

L'approbation de la carte communale produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité mentionnées ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage en mairie étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 4 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Eure, Monsieur le maire de la commune de Thibouville, Monsieur le Sous-Préfet de Bernay et Monsieur le Directeur Départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Evreux, le

51 MAI 2006

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation

La Secrétaire Générale,



Delphine Hédary